

Développements macroéconomiques récents

L'activité économique a rebondi en 2021 avec une croissance du PIB de 1,9 %, contre 0,2 % en 2020. Du côté de l'offre, elle a été soutenue par l'agriculture, qui a progressé de 3,7 % grâce à des conditions climatiques favorables. Du côté de la demande, elle a été tirée par la demande extérieure : les exportations ont augmenté de 19,5 % en 2021 après un effondrement de 52,4 % en 2020. La banque centrale a poursuivi sa politique monétaire expansionniste en 2021 en maintenant le taux de réserves obligatoires, qu'elle avait abaissé à 10 % en mars 2020. Le taux des créances douteuses dans le système bancaire est resté élevé, à 20,3 % en 2021. L'inflation a atteint 1,4 % en 2021, contre 0,9 % en 2020, en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires résultant de contraintes d'approvisionnement en biens importés.

Les transferts de la diaspora ont augmenté de 18,3 % au cours des 9 premiers mois de 2021 ; les réserves de change sont estimées à 9 mois d'importations. Le déficit budgétaire s'est creusé à 2,3 % du PIB, compte tenu de l'augmentation des dépenses publiques (44,8 % en glissement annuel en juin 2021) générée par la reprise économique. Le pays a reçu 24,3 millions de dollars au titre de l'allocation DTS. La dette publique est estimée à 29,8 % du PIB en 2021, mais le risque de surendettement est élevé principalement en raison du volume important de prêts non concessionnels. Le déficit du compte courant s'est creusé en 2021 pour atteindre 3,6 % du PIB contre 2 % en 2020 en raison de la baisse de l'aide extérieure, à laquelle s'est ajoutée une augmentation du déficit commercial. Le taux de pauvreté est estimé à 39,8 % en 2021, peu différent des 40,4 % de 2020.

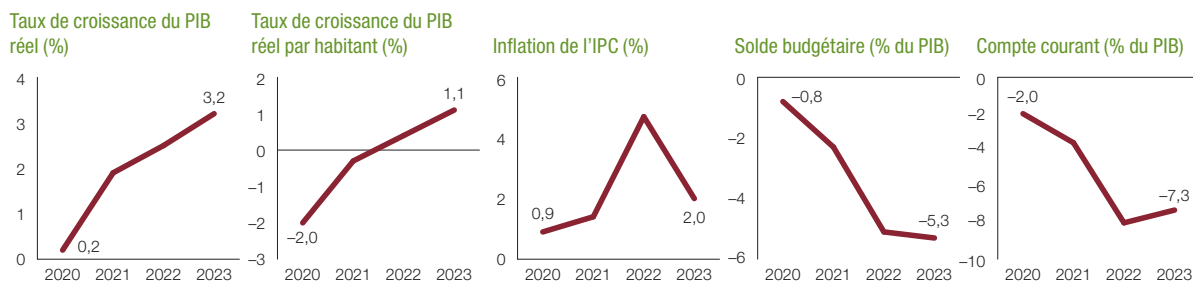
Perspectives et risques

Les perspectives sont favorables, avec une croissance moyenne de 2,8 % en 2022–23, mais restent fragiles. Elles sont confortées par une bonne couverture vaccinale contre le COVID-19, la mise en œuvre du plan Comores émergentes et le programme suivi par les services du FMI. Les services

et l'agriculture devraient rester les moteurs de la croissance, soutenus par la hausse des prix des principaux produits d'exportation, notamment le girofle. L'inflation devrait augmenter en raison de la flambée des prix des produits alimentaires et du carburant, consécutive à la guerre en Ukraine. Le déficit budgétaire devrait rester élevé à 5,1 % du PIB en 2022, reflétant l'augmentation des dépenses publiques pour soutenir la reprise économique. Le déficit de la balance courante devrait encore se creuser pour atteindre 8,0 % du PIB en 2022, en raison d'importants besoins en ressources extérieures. En 2022, la dette publique devrait augmenter pour atteindre 33,1 % du PIB et les réserves de change diminuer pour atteindre 8,6 mois d'importations. Les risques qui pèsent sur les perspectives comprennent de nouvelles vagues de COVID-19 et des baisses de financement extérieur.

Changement climatique et options de politiques publiques

Les Comores se classent 97^e sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Le changement climatique se traduit par une augmentation de la fréquence et de l'intensité des cyclones, un allongement de la saison sèche et une élévation du niveau de la mer. Les secteurs de l'agriculture et de la biodiversité sont les plus vulnérables. Le coût annuel moyen du changement climatique a été estimé à 23 millions de dollars en 2014. Les Comores ont ratifié la CCNUCC en 1994 et l'Accord de Paris en 2017. Sa CDN de 2015 a contribué à intégrer l'adaptation au changement climatique dans les politiques et stratégies nationales. La CDN 2020 mise à jour visait à renforcer l'ambition et la résilience du pays face au changement climatique. Les Comores prévoient une réduction nette de ses GES de 23 % et une augmentation de son puits d'absorption net de CO₂ de 47 % d'ici 2030 par rapport au scénario de référence. Sa transition énergétique n'en est qu'à ses débuts, malgré le potentiel du pays en matière d'énergies renouvelables. Les Comores ont besoin de 1,3 milliard d'euros pour mettre en œuvre leur CDN, dont 902 millions d'euros pour l'atténuation et 399 millions d'euros pour l'adaptation.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.